

## RÉSUMÉ

L'intégration des marchés financiers se fait en même temps au plan national et international. Dans le contexte national, l'offre de services financiers devient moins diffuse. Un plus grand nombre de firmes peuvent offrir plus de produits à un plus grand nombre de clients nationaux et étrangers. L'intégration internationale des marchés financiers reflète le libre mouvement international des capitaux.

Les relations qui existent entre les flux internationaux de capitaux, les fluctuations des taux de change, l'intégration des marchés financiers et la politique commerciale sont généralement négligées par la théorie économique, tout comme par les responsables de la politique commerciale. Pourtant, avec des investissements étrangers de plus de 250 milliards \$CAN dans les actions et obligations canadiennes et plus de 25 milliards \$ en opérations quotidiennes de change impliquant le dollar canadien, nos marchés financiers internationalement intégrés ont nettement eu d'importantes incidences sur l'économie et sur la politique commerciale.

Si la tendance à l'ouverture et à l'intégration internationale plus poussées des marchés financiers n'a pas réduit l'efficacité de la politique monétaire, surtout au Canada, une assez longue période d'intégration financière avec les États-Unis a quelque peu réduit l'efficacité de la politique fiscale. Le libre mouvement du capital et la capacité des gouvernements d'emprunter sur les marchés internationaux ont toutefois accru le nombre des options de financement par déficit.

Dans la mesure où les marchés financiers internationalement intégrés et assujettis à un régime de change flexible supposent un certain degré de variabilité imprévisible des taux de change, les firmes engagées dans le commerce international de biens et de services sont confrontées à un risque financier que n'ont pas à assumer les firmes limitant leurs activités aux marchés intérieurs. Certains instruments financiers ont été conçus pour aider les firmes à gérer certains des risques associés au commerce international, surtout le risque de change. Ces instruments — ou «couvertures» — sont également offerts aux petites et grandes sociétés de commerce puisque les institutions financières qui les structurent sont autant préoccupées par la devise en cause (elles préfèrent une grande devise et un marché liquide) que par l'importance monétaire de la couverture. Les petites entreprises, toutefois, font face à d'autres problèmes avant de pouvoir exporter.

Les exportateurs qui sont confrontés à des fluctuations de change — comme une appréciation de la monnaie nationale — et qui choisissent de les absorber plutôt que de modifier leur prix à l'exportation pourront se voir exposés à des mesures antidumping. La menace d'une action antidumping contre une firme qui applique une stratégie de prix rationnelle pour maintenir sa part du marché des exportations